



NICOLAS REITZMUM POUR LE FIGARO MAGAZINE

L'ex-Premier ministre recommande à Nicolas Sarkozy d'éviter les trois pièges de la présidentielle : la solitude, la continuité, l'affrontement.

MAJORITÉ Primaires à droite : Raffarin lance le débat

Partisan d'une France « apaisée », l'ancien Premier ministre se demande si, pour régler la question de la présence d'un candidat du centre en 2012, les partis de la majorité – UMP, Nouveau Centre, Parti radical... – ne devraient pas organiser un « vote d'investiture ». A trois jours d'un débat organisé par son association Dialogue & Initiative sur « la France en 2012 », le sénateur de la Vienne lance un pavé dans la mare.

Le Figaro Magazine – Que vous inspire le psychodrame vécu en Afrique du Sud par l'équipe de France de football ?

Jean-Pierre Raffarin – Une défaite sportive n'est jamais un déshonneur pour qui respecte l'éthique du sport. L'équipe de France n'a pas respecté cette éthique, elle est donc tombée dans le déshonneur. C'est une faute impardonnable pour ceux qui sont habillés de bleu-blanc-rouge. Pour ma part, je pense que seuls

les joueurs qui payent des impôts en France mériteraient de faire partie de l'équipe de France.

Quand Alain Finkielkraut dit que cette équipe « ne représente pas la France mais la reflète, avec ses clans, ses divisions ethniques, sa persécution du numéro un de la classe », pensez-vous qu'il a raison ? Je pense que c'est l'antimodèle social. Il n'y a ni respect, ni solidarité, ni leadership. C'est une dérive, ce n'est plus un modèle.

On est loin de la France apaisée que vous revendiquez en mars dernier !

La crise économique crée un surcroît de tension qui rend l'apaisement difficile. Je note cependant que l'attitude du président de la République depuis les élections régionales va dans le sens de l'apaisement. C'est une extrême nécessité, notamment dans la perspective du grand débat politique de 2012. Il faut tout faire pour éviter la fracture de la France en deux blocs, en deux

camps qui s'opposeraient frontalement, violemment. La tendance actuelle est à une dérive vers un affrontement droite-gauche, UMP-PS. C'est au président de la République de dépasser cette fracture et de chercher, par son projet, à surmonter cette brutalité annoncée.

A moins de deux ans de la présidentielle, est-ce encore possible ?

Le général de Gaulle a dessiné la fonction pour cela. Par sa vision, par sa légitimité, elle donne à celui qui la détient la possibilité de dépasser le court terme, les intérêts égoïstes, et de proposer les thèmes et les projets qui rassemblent, unissent et font qu'un peuple a envie de regarder ensemble dans la même direction. Une tâche majeure du Président aujourd'hui est d'éviter les trois pièges de la présidentielle. Le premier, c'est la solitude. L'élection présidentielle, contrairement aux apparences, n'est pas une aventure solitaire. Le Président doit veiller à ce que ses équipes, expérimentées et renouvelées, puissent être rassemblées autour d'un projet. Le deuxième piège est celui de la continuité. Les tensions mondiales, la nouvelle donne européenne imposent une évidence : la politique à venir sera profondément différente de celle des années passées. Il faut inventer la ligne France dans une Europe incertaine et dans un monde à dominante asiatique. Enfin, il faut éviter l'affrontement. Plus la société est violente, plus le politique doit choisir l'apaisement.

Comment regagner la confiance d'une partie de l'électorat qui a fait défaut aux régionales et s'éloigne de Nicolas Sarkozy ?

Il faut d'abord renouer les fils avec « la France des professions ». Celles que l'on ne peut réduire au salariat : les médecins, les artisans, les agriculteurs, les professions libérales, les commerçants... Cette France subit la crise des corps intermédiaires. Ces professions, les familles et les territoires qui leur sont liés n'ont guère d'affinités avec « la Dame des 35 heures », mais elles demandent que le gouvernement les écoute davantage.

La réforme des retraites présentée par Eric Woerth vous paraît-elle juste ?

C'est la réforme que la majorité attendait. Dès 2003, nous avons fixé les trois fondamentaux : le rapprochement progressif public-privé, l'allongement de la durée de cotisation et la protection des carrières longues. Le projet d'Eric Woerth est en ligne avec nos convictions. C'est la réforme majeure à venir. Elle doit mobiliser toute notre énergie et profiter de notre rassemblement.

Le rapprochement public-privé n'est pas si évident, notamment sur la prise en compte des annuités !

Le Président, en responsabilité, a tenu compte de la fragilité du tissu social. On pourrait toujours souhaiter aller plus vite. L'essentiel est d'aller dans la bonne direction.

Y a-t-il une majorité au Sénat pour voter la réforme territoriale présentée par le gouvernement ?

Le débat n'est pas achevé et ne doit pas être bâclé. La réforme des collectivités locales devait simplifier l'échelon local de notre vivre ensemble. Aujourd'hui, la revoyure prévue pour les finances locales est escamotée, le débat sur les compétences est inachevé, la réforme du mode de scrutin n'est pas consensuelle. Si le gouvernement ne prenait pas au sérieux les demandes des élus quant à cet acte III de la décentralisation, le Sénat, sur ce sujet, pourrait se montrer rebelle.

Le PS dénonce les abus de certains ministres dans les avantages dont ils bénéficient (logement, frais divers). Comment fixer les limites ?

Je pense qu'il est possible par circulaire de définir des principes relatifs à la mise à disposition de moyens pour le gouvernement...

... ce que vous aviez fait quand vous étiez à Matignon.

Ce que j'avais fait pour les logements de fonction. Mais je dénonce le populisme qui consiste à faire de tout responsable un suspect.

L'élection présidentielle n'est pas une aventure solitaire

”

Les attaques du PS, qui dénonce un « conflit d'intérêts » quand la femme d'Eric Woerth, ancien ministre du Budget, travaille pour la société chargée de gérer la fortune de Mme Bettencourt, sont également du populisme, selon vous ?

Oui. Ses attaques sont simultanées avec la réforme des retraites que porte Eric Woerth. Ce n'est pas un hasard, au moment où le ministre atteint le statut de premier ministrable, qu'il fasse l'objet d'attaques personnelles. Je n'ai jamais douté de son éthique.

Dominique de Villepin vient de lancer le 19 juin son nouveau parti, République solidaire. Est-ce utile à la majorité ?

Il devra le démontrer. Villepin a une grande expérience. Pour être utile, son parcours ne peut être une aventure solitaire. Le monde moderne exige d'inscrire le leadership dans une démarche collective et non personnelle.

Mais ce qu'il dit sur la fiscalité (nouvelle tranche d'impôt, fin de l'ISF, suppression du bouclier fiscal) est revendiqué par une partie de la majorité !

Heureusement qu'il y a des propositions à partager ! Sinon le scénario serait sombre... Le talent de l'homme n'est pas contestable. La question est celle de la destination de son projet.

Craignez-vous sa candidature à la présidentielle de 2012 ?

Non, plus on prend de l'altitude, plus on a le sens des responsabilités !

Pensez-vous que François Bayrou a entendu votre appel à retrouver sa place dans la majorité ?

Il reste du chemin. Mais j'ai le sentiment que les choses pourraient évoluer plus mal...

Peut-il incarner le centre droit en 2012 ?

Seul François Bayrou peut définir le projet de François Bayrou. Dans la majorité présidentielle, nous devons affronter le syllogisme paradoxal du centrisme : la majorité a besoin du centre ; le centre a besoin d'un candidat ; le candidat du centre peut faire perdre la majorité. C'est le paradoxe centriste : nous avons à la fois besoin d'un candidat centriste, mais la leçon du 21 avril 2002 nous conduit à être méfiant sur la dispersion électorale. Peut-on alors envisager une désignation du candidat de la majorité présidentielle au sein des partis de cette majorité ? Nicolas Sarkozy a plusieurs fois affirmé que s'il devait être candidat, il solliciterait le soutien de son parti. Ne serait-ce pas au comité de liaison de la majorité d'organiser un vote d'investiture de l'ensemble des militants pour la désignation du candidat commun ?

Une sorte de primaire où Sarkozy pourrait affronter Morin ou Borloo ?

Comme Michèle Alliot-Marie avait envisagé de le faire pour la présidentielle de 2007 à l'intérieur de l'UMP.

La Chine vient de réévaluer sa monnaie. Est-ce durable ou simplement tactique à la veille du G20 de Toronto ?

Le XXI^e siècle sera autant asiatique que le XX^e a été américain. La Chine souhaite faire évoluer son modèle de croissance, dont le premier moteur était les exportations, vers le second qui sera, demain, la demande intérieure. L'appréciation progressive du yuan est une perspective plutôt durable et une bonne nouvelle pour la croissance mondiale. La stratégie mondiale de la Chine est de se montrer solidaire d'une stratégie partagée de croissance mondiale.

La France ne paye-t-elle pas trop cher la nécessité de sauvegarder le couple franco-allemand pour faire marcher l'Europe ?

Nous n'avons pas le choix. Les politiques française et allemande ne peuvent diverger. Ce qui, si cela devait se produire durablement, remettrait en cause le projet européen. Nous sommes donc face à une situation d'une certaine gravité. Nous avons du mal à donner un contenu concret à la relation franco-allemande. Je ne vois qu'une perspective sage : celle qui consisterait à mettre en commun un intérêt national majeur. Il nous faut une grande politique commune franco-allemande. La plus ambitieuse serait une politique commune de l'éducation. La plus accessible serait une politique commune de l'agriculture. Il faut créer un processus incontournable de rapprochement.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR CARL MEEUS